

Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

Conseil d'administration
Séance du 25 novembre 2025

Délibération n° 3.3

Le 25 novembre 2025, le conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 27

Membres représentés (procuration) : 10

Quorum : 19

Point 3 – Gouvernance

Délibération 3.3 – Prolongation de la délibération n°3.2 du 27 février 2023 concernant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels et assimilés de l'Institut Agro

Visas :

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, notamment ses articles 3, 7 et 7-1 ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre fixant le siège et désignant le comptable public de la métropole du Grand Paris ;

Vu la délibération n°3.2 du conseil d'administration du 27 février 2023 ;

Exposé des motifs :

Par la délibération du 27 février 2023, le conseil d'administration de l'Institut a fixé, pour une durée de trois ans, des règles dérogatoires à celles fixées par le décret de 2006 susvisé, conformément aux dispositions de l'article 7-1 de ce même décret.

Les dérogations des taux de remboursement pour les agents et assimilés de l'Institut Agro doivent être appréciées compte tenu de l'évolution des taux de remboursement l'impact des évolutions de la réglementation modifiée par arrêté le 20 septembre 2023 pour la prise en charge des frais de mission des personnels et assimilés ainsi que des éventuelles dérogations. Pour prendre le temps de l'expertise, il est proposé de prolonger jusqu'au 31 mars 2027 la délibération n°3.2 du conseil d'administration du 27 février 2023 jointe en annexe, à l'exception de la dérogation pour les frais d'hébergement des agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite dont le montant forfaitaire fixé par l'arrêté de 2006 est supérieur à la dérogation adoptée par le CA le 27 février 2023. Un tableau récapitulant les taux de remboursement fixé par l'arrêté et les montants dérogatoires fixés par le CA est joint à la délibération.

ADOPTÉ : à l'unanimité des suffrages exprimés

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 25 novembre 2025, approuve la prolongation jusqu'au 31 mars 2027 de la délibération n°3.2 du 27 février 2023 concernant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels et assimilés de l'Institut Agro à l'exception du taux dérogatoire des agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite .

Fait le 25 novembre 2025.

Le Président du conseil d'administration,
Dominique Chargé.

**Montant des montants forfaitaires remboursés dans le cadre des frais de déplacement
des personnels et assimilés dans le cadre de la dérogation permise par l'article 7-1 du
décret du 3 juillet 2006**

	Montant fixé par l'arrêté	Montant dérogatoire fixé par le CA jusqu'au 27 février 2027
Frais d'hébergement		
Villes de moins de 200 000 hbts	90 €	90 €
Grandes villes et Angers	120 €	130 €
Outre Mer	120 €	130 €
Communes du grand Paris et commune de Paris	140 €	160 €
Travailleurs Handicapés	150 €	sans objet
Frais de repas	20 €	sans objet
Frais de repas dans un restaurant administratif		8,75 €

Exemple de remboursement forfaitaire sur présentation de la facture d'hébergement	1 agent en déplacement sur Paris dont l'hébergement est facturé entre 0 et 140 € est remboursé 140 euros	
	1 agent en déplacement sur Paris dont l'hébergement est facturé entre 141 € et 159 € est remboursé à hauteur du montant de la facture	
	1 agent en déplacement sur Paris dont l'hébergement est facturé pour un montant égal ou supérieur à 160 € est remboursé 160 €	